

DIRECTION DU BUDGET

Paris, le - 2 FEV. 2018

TÉLÉDOC 242
139, RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

LE MINISTRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

À MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES
ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

NOR CPAB1802915C
N° interne **DF-1BPB-18-3478**

À l'attention de mesdames et messieurs les
responsables de la fonction financières ministérielle,
les directeurs des affaires financières et les
responsables de programme

Objet : Lancement de la procédure budgétaire 2019 - réunions techniques

P.J. : 1 dossier

La procédure budgétaire qui démarre devra permettre l'élaboration du projet de loi de finances (PLF) pour 2019 d'ici à l'été prochain. Cette procédure s'insère dans le cadre pluriannuel, approuvé par le Parlement lors du vote de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (LPFP 2018-2022), devant nous permettre de réduire de trois points le taux de dépense publique dans le produit intérieur brut (PIB) d'ici la fin du quinquennat.

Afin de respecter nos engagements européens, l'évolution des dépenses de l'État sur la période 2018-2020, présentée à l'article 9 de la LPFP 2018-2022, doit être strictement respectée. En particulier, il est rappelé que les plafonds par mission présentés à l'article 15 à périmètre constant sont limitatifs. À ce titre, des économies couvrant l'ensemble de la période 2018-2020 devront être proposées pour faire face aux risques identifiés sur la trajectoire.

La procédure budgétaire débutera par un cycle de réunions techniques, entre le 5 février et le 16 février 2018, auxquelles seront conviés les directeurs des affaires financières, les responsables de la fonction financière ministérielle (RFFIM), les responsables de programme (RPROG) et les contrôleurs budgétaires et responsables ministériels.

Les réunions techniques poursuivront les trois objectifs suivants :

- analyser l'exécution de l'année 2017, afin de préparer l'élaboration des rapports annuels de performances pour 2017 ;
- réaliser une première prévision d'exécution pour 2018 pour les crédits hors titre 2, la masse salariale, les emplois et les budgets des opérateurs. Cette prévision sera également réalisée sur les budgets annexes et comptes spéciaux pilotables tels que détaillés dans l'annexe IV du rapport annexé de la LPFP 2018 – 2022 ;

Diffusion générale

- instruire les premiers travaux relatifs au PLF pour 2019 en actualisant la trajectoire inscrite en LPFP et en examinant les principales économies structurelles à mettre en œuvre en 2019 et 2020 pour nous permettre de respecter les plafonds arbitrés. Comme dans le cadre de la prévision 2018, cet exercice sera également étendu aux budgets annexes et comptes spéciaux pilotables. Ces travaux constitueront ainsi un premier échange de vues sur les moyens de respecter les plafonds 2019.

À cette fin, la trajectoire de la LPFP sera actualisée jusqu'en 2020, en raisonnant à politique inchangée (prise en compte des variations portant sur des mesures d'ores et déjà arbitrées sur le triennal). Le cas échéant, des mesures complémentaires permettant le respect de ces plafonds devront être proposées (en particulier dans le cas de mesures à documenter sous-jacentes à la trajectoire). À l'inverse, d'éventuelles marges identifiées pourront servir au financement de mesures nouvelles.

Les conférences techniques devront ainsi être l'occasion d'échanger, pour chacune des annuités du triennal 2018-2020, sur les économies structurelles et à fort rendement qui pourraient être mises en œuvre au sein de votre ministère afin de :

- financer les aléas ou les priorités nouvelles affectant les dépenses au sein de chaque mission (principe d'auto-assurance rappelé dans la LPFP) ;
- plafonner les taxes affectées non plafonnées, abaisser les plafonds des taxes affectées plafonnées ou rebudgétiser les taxes affectées ;
- d'examiner, la trajectoire en recettes et en dépenses des budgets annexes et des comptes spéciaux pilotables, dont les dépenses sont intégrées au périmètre de la norme de dépenses pilotables.

En particulier, toute piste de réforme qui serait issue des travaux d'Action publique 2022 devra être abordée.

Ces mesures feront l'objet d'échanges et d'approfondissements continus avec mes services durant toute la procédure budgétaire, tout comme les mesures visant à identifier la capacité contributive des agences, dont les opérateurs, au redressement des comptes publics. Par ailleurs, l'examen des questions immobilières (conférences immobilières) fera l'objet d'une discussion spécifique, dans le prolongement des conférences techniques. Une circulaire DB/DIE relative aux conférences immobilières viendra prochainement détailler le cadre et les livrables attendus de cet exercice.

J'insiste sur l'importance de l'ensemble de ces travaux dont la qualité technique et l'exhaustivité sera une condition essentielle au bon déroulement de la suite de la procédure budgétaire.

Vous êtes invités à prendre contact avec vos correspondants budgétaires en amont des réunions techniques pour toute question ou suggestion sur l'ordre du jour.

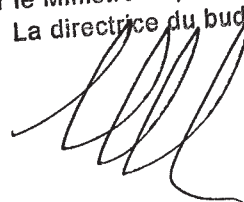
Les annexes à la présente circulaire précisent les différents points à l'ordre du jour des réunions techniques et décrivent le format des fiches et tableaux attendus.

Par ailleurs, vous retiendrez les hypothèses de travail suivantes pour ce qui concerne l'actualisation de la trajectoire de la masse salariale :

- une valeur stable du point fonction publique à 56,2323 € (valeur au 1er février 2017) ;
- des enveloppes catégorielles limitées à la mise en œuvre des seuls protocoles pris en compte dans la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, soit principalement le protocole PPCR - parcours professionnels, carrières et rémunérations, en tenant compte du report de l'annuité 2018 sur 2019 et 2019 sur 2020 ;
- la prise en compte de l'instauration de l'indemnité compensatrice de la hausse de la contribution sociale généralisée dans la fonction publique ;
- le respect des schémas d'emplois arbitrés dans le cadre des lettres plafonds 2017.

Il vous est demandé de transmettre votre dossier à vos correspondants budgétaires habituels deux jours avant la date de la réunion technique. Je me permets d'attirer votre attention sur la nécessité du respect des délais pour la qualité des travaux collectifs. Un bref compte rendu commun sera établi à l'issue de ces réunions, afin de servir de base à la suite des travaux de la procédure budgétaire.

Pour le Ministre et par délégation
La directrice du budget



Amélie VERDIER

ANNEXE I

EXAMEN APPROFONDI DE L'EXÉCUTION 2017 ET PRÉVISION D'EXÉCUTION 2018

La LOLF donne une importance particulière à l'examen de la gestion N-1. Il s'agit de tirer des enseignements du passé pour mieux préparer la gestion en cours et celle des années suivantes.

Les réunions techniques doivent s'inscrire dans cette démarche et accorder un temps suffisant à l'examen de la gestion 2017. Les échanges contribueront à préparer les rapports annuels de performances (RAP) 2017. Ils seront également utiles aux prévisions 2018 et à la préparation de la budgétisation 2019 et 2020.

Il est à noter que dans le cadre des réflexions AP2022, un travail est engagé pour faire converger le format des tableaux supports des réunions techniques avec ceux des documents prévisionnels de gestions soumis aux contrôleurs budgétaires.

1. L'analyse de la gestion 2017 fera l'objet d'une fiche dans laquelle les thèmes suivants seront abordés pour chaque programme :

- Utilisation / mobilisation des crédits (T2 et HT2) :
 - Principaux choix de gestion et écarts avec la prévision initiale¹ ;
 - Utilisation des crédits (T2 et HT2) et des emplois qui a découlé des choix de gestion : nécessité de redéployer des crédits au sein du programme, de la mission, du ministère, et utilisation de la fongibilité asymétrique ;
- Analyse des déterminants de la dépense en exécution et écarts avec la prévision initiale (exemple : nombre de bénéficiaires d'une prestation versée par l'Etat, coût unitaire constaté, avancement des projets...) ;
- Autres facteurs expliquant l'exécution des crédits² (T2 et HT2) (facteurs organisationnels, ...) ;
- Analyse des restes à payer à fin 2017 et de leur évolution pluriannuelle (*a minima* sur la période 2014-2017) ;

¹ Présentée dans les PAP 2017.

² Il s'agit de présenter l'impact de facteurs, autres que les déterminants de la dépense, sur l'exécution : facteurs qui ont accéléré la consommation des crédits (consommation supérieure à la prévision ; par exemple la mise en place d'un service facturier qui accélère le traitement des factures) ou au contraire, facteurs qui en ont ralenti la consommation (par exemple réorganisations de services ou de processus d'exécution comptables qui a modifié le rythme des dépenses...).

- **En cohérence avec l'exercice de programmation, il est demandé l'analyse des dépenses obligatoires (charges à payer + dettes fournisseurs) résultant de l'exécution 2017 et de leur évolution pluriannuelle (a minima sur la période 2014-2017).**

Il est rappelé que les charges à payer et les dettes fournisseurs sont retracées, en comptabilité générale, dans le compte général de l'Etat qui est annexé à la loi de règlement. Leur connaissance enrichit l'analyse de l'exécution 2017 ainsi que la prévision d'exécution 2018 ;

- S'agissant des opérateurs, une attention particulière sera portée aux versements effectifs de ces derniers au compte d'affectation spécial Pensions (CAS Pensions)³ via les crédits « T3 CAS ». La liste des entités pour lesquelles les données d'exécution 2016 et 2017, et de prévision 2018 de ces versements sont indispensables figure en annexe à la présente fiche (cf. *infra*). Par ailleurs, dans le cadre de la prévision biannuelle, il est également demandé de renseigner les prévisions 2019 et 2020.

2. Une prévision d'exécution sera établie pour 2018 :

Sur la base de l'analyse de 2017 et des informations disponibles vous réaliserez une prévision pour 2018 par programme.

Pour la première fois en 2018, cette analyse concernera également les budgets annexes et comptes spéciaux pilotables en dépenses et en recettes. A cet effet, un modèle de classeur est placé en annexe.

S'agissant des dépenses du budget général, l'exécution prévisionnelle des crédits sera présentée au niveau des briques de dépense dont le périmètre est défini pour correspondre à un regroupement des activités du référentiel de programmation. Les éventuels besoins de mouvements de crédits et l'écart entre la prévision de dépense et la ressource disponible seront présentés par les ministères en cohérence avec les besoins prévus.

Un modèle de tableau est présenté ci-dessous, avec l'explicitation de son articulation avec les tableaux des DRICE et des DPGECP. Il reprend quasiment à l'identique le tableau proposé pour les précédentes réunions techniques.

Il est rappelé que les crédits de T2 CAS ne doivent pas financer des dépenses de T2 HCAS. Si un tel recyclage était inévitable, celui-ci serait identifié comme une fongibilité inter briques dans le classeur (modèle joint). Un gage à due concurrence est alors requis.

³ Dès lors qu'ils rémunèrent directement des fonctionnaires titulaires, les opérateurs effectuent des versements au compte d'affectation spéciale (CAS) « Pensions ». Ces versements directs des opérateurs au CAS Pensions s'effectuent selon les modalités suivantes qui peuvent être combinées au sein d'un même opérateur :

- par le comptable assignataire de l'agent dans le cadre de la paye sans ordonnancement préalable (PSOP) ;
- par une direction régionale des finances publiques (DRFiP) dans le cadre d'une convention de paye à façon qui est un service de prise en charge de la paye proposé aux opérateurs par la direction générale des finances publiques (DGFIP) moyennant rémunération ;
- par l'opérateur lui-même s'il dispose d'un système de paye propre.

Les contributions indirectes au CAS « Pensions » versées par les ministères sur leurs crédits de titre 2 au titre d'agents affectés dans les opérateurs et les remboursements par l'opérateur à l'Etat de la rémunération d'agents mis à disposition (par rétablissements de crédits) ne doivent en revanche pas être pris en compte.

Les tableaux seront accompagnés d'une fiche explicative dans laquelle seront présentés :

- les principaux faits marquants de la gestion ;
- la justification des éventuels besoins de dégels qui seront dans toute la mesure du possible limités à la fin de gestion ;
- la justification des mouvements de crédits ;
- les éventuels aléas pesant sur la gestion ;
- les voies et moyens pour couvrir des dépenses non prévues dans le budget initial. Si cela s'avère nécessaire au respect du plafond LFI 2018, des mesures seront proposées ;
- les éventuelles marges en gestion d'ores et déjà identifiées (à renseigner dans le tableau dédié), en particulier pour les dotations sensibles à une moindre inflation par rapport aux hypothèses de la LFI, feront l'objet d'un recensement dans le tableau prévu à cet effet ;
- une attention particulière sera portée aux projets immobiliers en cours dont le financement sera précisé (par programme budgétaire, en explicitant, le cas échéant, les financements attendus sur le CAS).

Annexe 1.1 : modèle de classeur de prévision d'exécution 2018

Le classeur joint reprend le format de l'année 2017. En particulier, la ressource disponible est minorée du montant de la « réserve de précaution », afin de s'inscrire plus clairement dans une perspective de gestion.

Il doit être renseigné à brique.

Dans un objectif de convergence de ce classeur avec les documents prévisionnels de gestion, il est dorénavant demandé de renseigner les dépenses obligatoires résultant de la gestion 2017, conformément à la définition issue de l'article 95 du décret GBCP (les dépenses obligatoires sont les dépenses pour lesquelles le service fait a été certifié au titre de l'exercice précédent et dont le paiement n'est pas intervenu).

Les données de la partie « Restes à payer » constituent une actualisation, au vu de l'exécution 2017 et de la LFI votée, des échéanciers présentés dans les projets annuels de performance annexés au PLF 2018.

**Mission MMM
Programme XXX**

					Crédits de paiement 2018							Restes à payer à fin 2018				
Dépenses	LFI 2017 (CP)	LFR 2017 (CP)	Exécution en CP 2017	Dépenses obligatoires (Charges à payer + dettes fournisseurs au titre de 2017)	Ressources						Prévisions		Restes à payer fin 2017 (2)	Plan d'engagements 2018 (3)	Restes à payer fin 2018 (4)=(2)+(3)-(1)	
					LFI 2018	réserve de précaution (-)	Reports entrants (prévision) (+)	ADP & FDC (prévision) (+)	ouvertures / annulations prévues (+ / -)	mouvements prévus ou réalisés (DV+DT+DDAI+FA) (+ / -)	fongibilité inter briques (*) (+ / -)	Total disponible (0)				Prévision d'exécution 2018 (1)
Total T2											0,00		0,00			
T2 hors CAS											0,00		0,00			
T2 CAS pensions											0,00		0,00			
Total HT2											0,00		0,00			
brique 1											0,00		0,00			
brique 2											0,00		0,00			
brique 3											0,00		0,00			
Etc...											0,00		0,00			

				Autorisations d'engagement 2018									
Dépenses	LFI 2017 (AE)	LFR 2017 (AE)	Exécution en AE 2017	Ressources								Prévisions	
				LFI 2018	réserve de précaution (-)	Reports entrants (prévision)	ADP & FDC (prévision)	ouvertures / annulations prévues	mouvements prévus ou réalisés (DV+DT+DDA)+FA)	fongibilité inter briques (*) (+ / -)	Total disponible (0)	Plan d'engagements 2018 (3)	Ecart prévision d'exécution 2018 - ressource disponible (1)-(0)
Total T2										0,00		0,00	
T2 hors CAS										0,00		0,00	
T2 CAS pensions										0,00		0,00	
Total HT2										0,00		0,00	
brique 1										0,00		0,00	
brique 2										0,00		0,00	
brique 3										0,00		0,00	
Etc...										0,00		0,00	

(*) la fongibilité inter briques est la faculté de réallouer des crédits au sein du programme, à l'exclusion de la fongibilité asymétrique

					Pour les comptes spéciaux et budgets annexes : Recettes 2018									
				Ressources							Prévisions			
Recettes	LFI 2017	LFR 2017	Exécution	LFI 2018	réserve de précaution (-)	Reports entrants (prévision) (+)	ADP & FDC (prévision) (+)	ouvertures / annulations prévues (+ / -)	mouvements prévus ou réalisés (DV+DT+DDA+FA) (+ / -)	fongibilité inter-briques (*) (+ / -)	Total disponible (0)	Prévision d'exécution 2018 (1)	Ecart prévision d'exécution 2018 - ressource disponible (1)-(0)	
ligne 1											0,00		0,00	
ligne 2											0,00		0,00	
ligne 3											0,00		0,00	
Etc...											0,00		0,00	

Annexe : montant de la contribution employeur des opérateurs au CAS « Pensions »

Mission MMM Programme XXX

Montant des contributions employeur au CAS
"Pensions" ("T3 CAS") au titre des personnels
rémunérés par l'opérateur
(pensions civiles des personnels titulaires de la
fonction publique d'Etat)

Montant des contributions employeur au CAS "Pensions" ("T3 CAS") au titre des personnels rémunérés par l'opérateur
(pensions civiles des personnels titulaires de la fonction publique d'Etat)

(en M€, avec une décimale)

	Assiette 2016	Exécution 2016	Nombre d'effectifs concernés (ETPT)	Assiette 2017	Exécution 2017	Nombre d'effectifs concernés (ETPT)	Assiette 2018	Prévision d'exécution 2018	Nombre d'effectifs concernés (ETPT)	Assiette 2019	Prévision d'exécution 2019	Nombre d'effectifs concernés (ETPT)	Assiette 2020	Prévision d'exécution 2020	Nombre d'effectifs concernés (ETPT)
Opérateur 1															
Opérateur 2															
Opérateur 3															
Opérateur 4															
Opérateur 5															
Opérateur 6															
Opérateur 7															
...															
TOTAL OPERATEURS DU PROGRAMME	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Dans le cadre de la prévision biannuelle

Liste des opérateurs ou catégories d'opérateurs PLF pour lesquels les données « T3 CAS » sont indispensables

Mission (correspondant au programme chef de file)	Ministère de rattachement 2018	Programme (chef de file)	Opérateur ou Catégorie d'opérateur PLF 2018	Bureau DB
Action extérieure de l'État	Europe et affaires étrangères	185	AEFE - Agence pour l'enseignement français à l'étranger	7BAED
Action extérieure de l'État	Europe et affaires étrangères	185	Institut Français	7BAED
Administration générale et territoriale de l'État	Intérieur	216	CNAPS - Conseil national des activités privées de sécurité	5BIAG
Administration générale et territoriale de l'État	Intérieur	307	ANTS - Agence Nationale des Titres Sécurisés	5BIAG
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Agriculture et alimentation	149	ASP - Agence de services et de paiement	7BA
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Agriculture et alimentation	149	CNPF - Centre national de la propriété forestière	7BA
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Agriculture et alimentation	149	FranceAgriMer	7BA
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Agriculture et alimentation	149	GIP - BIO - Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique	7BA
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Agriculture et alimentation	149	IFCE - Institut français du cheval et de l'équitation	7BA
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Agriculture et alimentation	149	INAO - Institut national de l'origine et de la qualité	7BA
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Agriculture et alimentation	149	ODEADOM - Office de développement de l'économie agricole d'Outre-mer	7BA
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Agriculture et alimentation	149	ONF - Office national des forêts	7BA
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Agriculture et alimentation	206	ANSéS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail	7BA
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	Armées	169	INI - Institution nationale des Invalides	5BDM
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	Armées	169	ONAC-VG - Office national des anciens combattants et victimes de guerre	5BDM
Culture	Culture	131	Comédie Française	8BCJS
Culture	Culture	131	Opéra national de Paris	8BCJS
Culture	Culture	175	CAPA - Cité de l'architecture et du patrimoine	8BCJS
Culture	Culture	175	CMN - Centre des monuments nationaux	8BCJS
Culture	Culture	175	CNAC-GP - Centre national d'art et de culture - Georges Pompidou	8BCJS
Culture	Culture	175	EPV - Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles	8BCJS
Culture	Culture	175	Etablissement public du château de Fontainebleau	8BCJS
Culture	Culture	175	INRAP - Institut national de recherches archéologiques préventives	8BCJS
Culture	Culture	175	Musée d'Orsay et musée de l'Orangerie	8BCJS
Culture	Culture	175	Musée du Louvre	8BCJS
Culture	Culture	175	Musée Guimet	8BCJS
Culture	Culture	175	Rmn- Grand Palais - Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs Elysées	8BCJS
Culture	Culture	224	CNSMD Lyon - Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon	8BCJS
Culture	Culture	224	CNSMD Paris - Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris	8BCJS
Culture	Culture	224	Ecole du Louvre	8BCJS
Culture	Culture	224	ENSBA - Ecole nationale supérieure des beaux-arts	8BCJS
Culture	Culture	224	INP - Institut national du patrimoine	8BCJS
Culture	Culture	224	OPPIC - Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture	8BCJS
Défense	Armées	144	ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne	5BDM
Défense	Armées	144	ENSTA ParisTech - Ecole nationale supérieure de techniques avancées ParisTech	5BDM

Défense	Armées	144	ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace	5BDM
Défense	Armées	144	ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales	5BDM
Défense	Armées	144	X - Ecole polytechnique	5BDM
Défense	Armées	212	ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense	5BDM
Défense	Armées	212	Musée de l'air et de l'espace	5BDM
Défense	Armées	212	Musée de l'armée	5BDM
Défense	Armées	212	Musée national de la marine	5BDM
Défense	Armées	212	SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine	5BDM
Défense	Armées	178	Ecole navale	5BDM
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	Armées	169	Conseil national des communes « Compagnon de la Libération »	5BIAG
Direction de l'action du Gouvernement	Services du Premier ministre	129	Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur	5BIAG
Direction de l'action du Gouvernement	Services du Premier ministre	129	IHEDN - Institut des hautes études de Défense nationale	5BIAG
Direction de l'action du Gouvernement	Services du Premier ministre	129	INHES-J - Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice	5BIAG
Direction de l'action du Gouvernement	Services du Premier ministre	129	OFDT - Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies	5BIAG
Écologie, développement et aménagement durables	Transition écologique et solidaire	113	AFB - Agence française pour la biodiversité	4BDD
Écologie, développement et aménagement durables	Transition écologique et solidaire	113	CELRL - Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	4BDD
Écologie, développement et aménagement durables	Transition écologique et solidaire	113	ONCFS - Office national de la chasse et de la faune sauvage	4BDD
Écologie, développement et aménagement durables	Transition écologique et solidaire	113	Parcs nationaux	4BDD
Écologie, développement et aménagement durables	Transition écologique et solidaire	159	IGN - Institut national de l'information géographique et forestière (fusion de l'IGN et de l'IFN)	4BLVT
Écologie, développement et aménagement durables	Transition écologique et solidaire	159	Météo-France	4BDD
Écologie, développement et aménagement durables	Transition écologique et solidaire	174	ANDRA - Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs	3BEPII
Écologie, développement et aménagement durables	Transition écologique et solidaire	174	ANGDM - Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs	4BDD
Écologie, développement et aménagement durables	Transition écologique et solidaire	181	ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	4BDD
Écologie, développement et aménagement durables	Transition écologique et solidaire	181	INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques	4BDD
Écologie, développement et aménagement durables	Transition écologique et solidaire	203	VNF - Voies navigables de France	4BT
Écologie, développement et aménagement durables	Transition écologique et solidaire	159	CEREMA - Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement	4BDD
Écologie, développement et aménagement durables	Transition écologique et solidaire	217	ENPC - Ecole nationale des ponts et chaussées	4BDD
Écologie, développement et aménagement durables	Transition écologique et solidaire	217	ENTPE - Ecole nationale des travaux publics de l'Etat	4BDD
Économie	Économie et finances	134	ANFr - Agence nationale des fréquences	8BJM
Économie	Économie et finances	134	Business France	3BEPII
Cohésion des territoires	Cohésion des territoires	135	ANAH - Agence nationale de l'habitat	4BLVT
Cohésion des territoires	Cohésion des territoires	135	ANCOLS - Agence nationale de contrôle du logement social	4BLVT
Cohésion des territoires	Cohésion des territoires	135	CGLLS - Caisse de garantie du logement locatif social	4BLVT
Cohésion des territoires	Cohésion des territoires	147	ANRU - Agence nationale pour la rénovation urbaine	4BLVT
Enseignement scolaire	Éducation nationale	214	CEREQ - Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualifications	3BEN
Enseignement scolaire	Éducation nationale	214	CIEP - Centre international d'études pédagogiques	3BEN
Enseignement scolaire	Éducation nationale	214	CNED - Centre national d'enseignement à distance	3BEN
Enseignement scolaire	Éducation nationale	214	ONISEP - Office national d'information sur les enseignements et les professions	3BEN

Enseignement scolaire	Éducation nationale	214	Réseau Canopé	3BEN
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	Action et comptes publics	148	ENA - Ecole nationale d'administration	2BPSS
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	Action et comptes publics	148	IRA - Instituts régionaux d'administration	2BPSS
Immigration, asile et intégration	Intérieur	104	OFII - Office français de l'immigration et de l'intégration	7BAED
Immigration, asile et intégration	Intérieur	303	OFPPA - Office français de protection des réfugiés et apatrides	7BAED
Justice	Justice	107	ENAP - Ecole nationale de l'administration pénitentiaire	8BJM
Justice	Justice	166	ENM - Ecole nationale de la magistrature	8BJM
Justice	Justice	310	APIJ - Agence publique pour l'immobilier de la Justice	8BJM
Médias, livre et industries culturelles	Culture	334	BnF - Bibliothèque nationale de France	8BJM
Médias, livre et industries culturelles	Culture	334	CNL - Centre national du livre	8BJM
Médias, livre et industries culturelles	Culture	334	CNC - Centre national du cinéma et de l'image animée	8BJM
Outre-mer	Outre-mer	138	LADOM - L'agence de l'Outre-mer pour la mobilité	8BEFOM
Recherche et enseignement supérieur	Enseignement supérieur, recherche et innovation	150	Établissements d'enseignement supérieur en RCE	3MIREs
Recherche et enseignement supérieur	Enseignement supérieur, recherche et innovation	172	CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives	3BEPII
Recherche et enseignement supérieur	Enseignement supérieur, recherche et innovation	172	CIRAD - Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement	3MIREs
Recherche et enseignement supérieur	Enseignement supérieur, recherche et innovation	172	CNRS - Centre national de la recherche scientifique	3MIREs
Recherche et enseignement supérieur	Enseignement supérieur, recherche et innovation	172	IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer	3MIREs
Recherche et enseignement supérieur	Enseignement supérieur, recherche et innovation	172	INED - Institut national d'études démographiques	3MIREs
Recherche et enseignement supérieur	Enseignement supérieur, recherche et innovation	172	INRA - Institut national de la recherche agronomique	3MIREs
Recherche et enseignement supérieur	Enseignement supérieur, recherche et innovation	172	INRIA - Institut national de recherche en informatique et en automatique	3MIREs
Recherche et enseignement supérieur	Enseignement supérieur, recherche et innovation	172	INSERM - Institut national de la santé et de la recherche médicale	3MIREs
Recherche et enseignement supérieur	Enseignement supérieur, recherche et innovation	172	IRD - Institut de recherche pour le développement	3MIREs
Recherche et enseignement supérieur	Enseignement supérieur, recherche et innovation	172	IRSTEA - Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (ex-CEMAGREF)	3MIREs
Recherche et enseignement supérieur	Enseignement supérieur, recherche et innovation	231	Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	3MIREs
Recherche et enseignement supérieur	Culture	186	Universcience	3MIREs
Recherche et enseignement supérieur	Transition écologique et solidaire	190	IFSTTAR - Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux	3BEPII
Recherche et enseignement supérieur	Transition écologique et solidaire	190	IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire	3BEPII
Recherche et enseignement supérieur	Économie et finances	192	Institut Mines-Télécom	3BEPII
Recherche et enseignement supérieur	Économie et finances	192	GENES - Groupement des écoles nationales d'économie et statistique	3BEPII
Recherche et enseignement supérieur	Économie et finances	192	LNE - Laboratoire national de métrologie et d'essais	3BEPII
Régimes sociaux et de retraite	Transition écologique et solidaire	197	ENIM - Etablissement national des invalides de la marine	6BRS
Santé	Solidarités et santé	204	ANSM - Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	6BCS
Santé	Solidarités et santé	204	ANSP - Agence Nationale de Santé Publique	6BCS
Santé	Solidarités et santé	204	INCa - Institut National du Cancer	6BCS
Sécurités	Intérieur	176	ENSPolice - Ecole nationale supérieure de la police	5BIAG
Solidarité, insertion et égalité des chances	Solidarités et santé	124	Agences régionales de santé	6BSI
Solidarité, insertion et égalité des chances	Solidarités et santé	304	AFA - Agence française de l'adoption	6BSI

Sport, jeunesse et vie associative	Éducation nationale	163	ASC - Agence du Service Civique	8BCJS
Sport, jeunesse et vie associative	Sports	219	CNDS - Centre national pour le développement du sport	8BCJS
Sport, jeunesse et vie associative	Sports	219	Ecoles nationales des sports	8BCJS
Sport, jeunesse et vie associative	Sports	219	INSEP - Institut national du sport, de l'expertise et de la performance	8BCJS
Sport, jeunesse et vie associative	Sports	219	CREPS - Centres de ressources, d'expertise et de performance sportive	8BCJS
Sport, jeunesse et vie associative	Sports	219	MNS - Musée national du sport	8BCJS
Travail et emploi	Travail	155	INTEFP - Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	6BEFP
Travail et emploi	Travail	102	EPIDe - Etablissement public d'insertion de la défense	6BEFP

Annexe : marges en gestion identifiées

MARGES EN GESTION IDENTIFIEES

[illegible]

**Mission MMM
Programme XXX**

					Crédits de paiement 2018								Restes à payer à fin 2018			
Dépenses	LFI 2017 (CP)	LFR 2017 (CP)	Exécution en CP 2017	Dépenses obligatoires (Charges à payer + dettes fournisseurs au titre de 2017)	Ressources							Prévisions		Restes à payer fin 2017 (2)	Plan d'engagements 2018 (3)	Restes à payer fin 2018 (4)=(2)+(3)-(1)
					LFI 2018	réserve de précaution (-)	Report entrants (prévision) (+)	ADP & FDC (prévision) (+)	ouvertures / annulations prévues (+ / -)	mouvements prévus ou réalisés (DV+DT+DDAI+FA) (+ / -)	fongibilité inter briques (*) (+ / -)	Total disponible (0)	Prévision d'exécution 2018 (1)			
Total T2											0,00		0,00			
T2 hors CAS											0,00		0,00			
T2 CAS pensions											0,00		0,00			
Total HT2											0,00		0,00			
brique 1											0,00		0,00			
brique 2											0,00		0,00			
brique 3											0,00		0,00			
Etc...											0,00		0,00			

				Autorisations d'engagement 2018									
Dépenses	LFI 2017 (AE)	LFR 2017 (AE)	Exécution en AE 2017	Ressources							Prévisions		
				LFI 2018	réserve de précaution (-)	Report entrants (prévision)	ADP & FDC (prévision)	ouvertures / annulations prévues	mouvements prévus ou réalisés (DV+DT+DDAI+FA)	longibilité inter briques (*) (+ / -)	Total disponible (0)	Plan d'engagements 2018 (3)	Ecart prévision d'exécution 2018 - ressource disponible (1)-(0)
Total T2											0,00		0,00
T2 hors CAS											0,00		0,00
T2 CAS pensions											0,00		0,00
Total HT2											0,00		0,00
brique 1											0,00		0,00
brique 2											0,00		0,00
brique 3											0,00		0,00
Etc....											0,00		0,00

(*) la longibilité inter briques est la faculté de réallouer des crédits au sein du programme, à l'exclusion de la longibilité asymétrique

				Pour les comptes spéciaux et budgets annexes : Recettes 2018										
Recettes	LFI 2017	LFR 2017	Exécution	Ressources							Prévisions			
				LFI 2018	réserve de précaution (-)	Report entrants (prevision) (+)	ADP & FDC (prévision) (+)	ouvertures / annulations prévues (+ / -)	mouvements prévus ou réalisés (DV+DT+DDAI+FA) (+ / -)	longibilité inter briques (") (+ / -)	Total disponible (0)	Prévision d'exécution 2018 (1)	Ecart prévision d'exécution 2018 ressources disponible (1)-(0)	
ligne 1												0,00		0,00
ligne 2												0,00		0,00
ligne 3												0,00		0,00
Etc...												0,00		0,00

ANNEXE II

DEPENSES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

L'enjeu des conférences techniques de l'année 2018 est double : il s'agit, d'une part, d'analyser l'exécution de l'année 2017 en crédits et en emplois, afin de préparer les rapports annuels de performances 2017 et réaliser une prévision d'exécution pour l'année 2018, et d'autre part, de déterminer l'évolution de la trajectoire sous-jacente à la loi de programmation pour 2019 et 2020.

En parallèle, les réunions techniques seront également l'occasion de recenser les propositions d'économies visant à respecter, le cas échéant, les plafonds arbitrés. **Celles-ci seront à inscrire dans les tableaux de l'annexe III, prévus à cet effet (Tableau « Modèle de classeur BG », colonnes « mesures visant au respect de la trajectoire »).**

Le format des tableaux joint à la présente annexe, tient compte du souci de simplifier, autant qu'il est possible, les demandes d'information aux ministères faisant l'objet d'échanges avec les bureaux de la direction du budget, tout en proposant des formats en adéquation avec ceux demandés notamment dans les documents prévisionnels de gestion des emplois et des crédits de personnel (DPGECP). Les ministères veilleront donc à la cohérence des données entre ces documents.

Les tableaux ci-joints s'organisent en deux parties :

- l'analyse de l'exécution 2017 et la prévision d'exécution pour l'année 2018 ;
- la détermination de l'évolution de la trajectoire sous-jacente à la loi de programmation concernant les dépenses de titre 2 pour les années 2019 à 2020.

La détermination de cette évolution reposera en particulier sur les hypothèses suivantes :

- une valeur stable du point fonction publique à 56,2323 € (valeur au 1^{er} février 2017) ;
- des enveloppes catégorielles limitées à la mise en œuvre des seuls protocoles pris en compte dans la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, soit principalement le protocole PPCR - parcours professionnels, carrières et rémunérations, en tenant compte du report de l'annuité 2018 sur 2019 et 2019 sur 2020 ;
- la prise en compte de l'instauration de l'indemnité compensatrice de la hausse de la contribution sociale généralisée dans la fonction publique ;
- le respect des schémas d'emplois arbitrés dans le cadre des lettres plafonds 2017.

Les ministères sont invités à utiliser l'outil de budgétisation des dépenses de personnel (« outil 2BPSS ») qui permet de renseigner, en majeure partie, les tableaux demandés et à consulter le guide d'utilisation de l'outil qui rappelle la méthodologie appliquée à la budgétisation des emplois et de la masse salariale.

[cf. Circulaire 2BPSS-17-4483 (NOR : CPAB1734023C) relative à l'actualisation de l'outil 2BPSS d'aide à la budgétisation des dépenses de personnel].

I- Analyse de l'exécution 2017 des crédits de titre 2, prévision d'exécution 2018 et budgétisation 2019 à 2020

Cette analyse se concentrera sur les points suivants :

- L'analyse de l'écart à la LFI de l'exécution des crédits de titre 2 en 2017, à partir notamment de l'analyse du solde de fin de gestion, des mouvements de fongibilité asymétrique non technique et des éventuelles annulations / ouvertures de crédits. **(Tableau 1)**

- La fongibilité asymétrique, en faisant la distinction entre la fongibilité dite « technique » et la fongibilité non technique, liée à des efforts de gestion, et en rappelant les fongibilités asymétriques consolidées en LFI 2018. **(Tableau 2)**

- La détermination des éléments à retraiter de l'exécution 2017 et du socle d'exécution 2017 retraité à partir duquel pourront être appliqués les différents facteurs d'évolution de la masse salariale pour l'année 2018, afin d'établir une prévision d'exécution. S'agissant des mesures de transfert et de périmètre, il conviendra, dans la mesure du possible, de ne pas se limiter à la simple reprise des hypothèses sous-jacentes à la budgétisation mais de prendre en compte l'exécution réelle. **(Tableau 3)**

- La détermination des principaux facteurs d'évolution de la masse salariale (GVT positif et négatif, mesures générales, mesures catégorielles, incidence du schéma d'emplois) en 2017 (exécution), en 2018 (prévision) et 2019 à 2020 (évolution de la trajectoire 2019-2020 sous-jacente à la loi de programmation 2018-2022. Les ministères porteront une attention particulière aux évolutions de périmètre (transferts entre l'État et les opérateurs, décentralisation le cas échéant), qui pourront faire l'objet d'une fiche *ad hoc*. La prévision d'exécution pour 2018 devra également prendre en compte l'impossibilité de recycler des crédits de cotisations (T2 CAS) disponibles pour combler d'éventuelles insuffisances de crédits de rémunérations (T2 HCAS). **(Tableau 4)**

L'estimation du GVT doit faire l'objet d'échanges avec les bureaux sectoriels de la direction du budget.

- Les mesures catégorielles : un échange devra avoir lieu sur la nature et le coût des mesures catégorielles réellement exécutées en 2017, les protocoles pris en compte dans la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, soit principalement le protocole « PPCR », en tenant compte du report de l'annuité 2018 sur 2019 et 2019 sur 2020. Vous veillerez à la distinction entre la dépense liée aux mesures catégorielles mises en œuvre en N-1 (effet extension année pleine) et celle liée aux mesures catégorielles prévues en année N (effet année courante). Les éventuelles transformations d'emplois sont à renseigner dans la rubrique "Mesures statutaires". **(Tableau 5)**

- Les mesures de restructuration : la prévision 2018 des dépenses indemnitaires liées aux restructurations devra distinguer les coûts associés à la réforme territoriale. Cela concerne les primes mises en place par le décret n° 2015-1120 du 4 septembre 2015, à savoir la prime d'accompagnement de la réorganisation régionale de l'État (PARRE), ainsi que les versements associés de compléments à la mobilité du conjoint et d'indemnités de départ volontaire. Il est rappelé que l'enveloppe budgétaire spécifique mise en place en LFI 2016 pour couvrir ces dépenses n'a pas été reconduite en LFI 2017. **(Tableau 5)**

- La détermination des coûts moyens d'entrée et de sortie par catégorie d'emplois, qui permet de calculer l'incidence du schéma d'emplois en crédits ainsi que le GVT négatif. **(Tableau 6)**

Analyse de l'exécution 2017 des emplois, prévision d'exécution 2018 et évolution de la trajectoire sous-jacente à la LPFP 2018-2022

En cohérence avec les informations sollicitées dans les RAP 2017, les éléments demandés portent sur les points suivants :

- La détermination de la consommation en emplois (ETPT) en 2017, à partir de l'outil CHORUS. Comme pour le RAP 2016, les données restituées doivent faire l'objet de retraitements de différentes natures, notamment pour les ETPT hors PSOP calculés par CHORUS, en cohérence avec la règle de décompte des emplois sous-jacente aux plafonds d'emplois autorisés en LFI 2018 (cf. encadré « Retraitements CHORUS 2017 » du tableau 7). Le tableau demandé permet, une fois les retraitements opérés et les éventuels transferts de gestion pris en compte, d'apprécier le respect par le ministère du plafond d'emplois arrêté en loi de finances initiale. Les écarts au plafond voté en 2017 seront détaillés et expliqués, notamment le niveau des vacances structurelles d'emplois. **(Tableau 7)**

Les ministères porteront une attention particulière sur la qualité de la détermination de la consommation 2017 du plafond d'emplois (en ETPT) et de la prévision 2018 et 2019 au regard des enjeux résultant de la mise en œuvre des dispositions de l'article 11 de la Loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 :

Article 11

À compter de l'exercice 2019, le plafond des autorisations d'emplois prévu en loi de finances initiale, spécialisé par ministère, conformément à l'article 7 de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, ne peut excéder de plus de 1 % la consommation d'emplois constatée dans la dernière loi de règlement, corrigée de l'incidence des schémas d'emplois, des mesures de transfert et des mesures de périmètre intervenus ou prévus.

- Les flux d'effectifs entrants et sortants par catégorie d'emplois. Une attention particulière sera portée à l'estimation des flux de départs, notamment de départs en retraite qui devront avoir fait l'objet d'échanges avec le bureau sectoriel concerné de la direction du budget. Des explications précises et détaillées devront être fournies concernant la méthodologie retenue pour l'établissement des prévisions de départs. Seront par ailleurs indiquées les dates moyennes réelles d'arrivée et de départ au cours de l'année 2017 par catégorie d'emplois. Ce tableau permettra par ailleurs de déterminer le niveau de réalisation du schéma d'emplois en exécution 2017, en prévision d'exécution 2018 par rapport à celui prévu en loi de finances initiale et en écart avec la trajectoire pluriannuelle concernant 2018-2020 ; les écarts éventuels seront détaillés et expliqués.

Toute création, suppression, modification de libellé ou de contenu des catégories d'emplois qui serait envisagée pour 2019 devra être portée à la connaissance des bureaux de la direction du budget à l'occasion des conférences techniques. **(Tableau 8)**

NB : les données à renseigner dans ce tableau doivent être rapprochées de celles mises à jour dans le DPGECP (onglet " 3.5 Coûts moyens")

6- Coûts moyens par catégorie d'emplois (hors CAS Pensions)

Ministère / Programme :

(2018, en M€, avec 2 décimales)	entrants	moyen	sortants
Coûts moyens	0	0	0
Catégorie d'emploi 1 : XXXX	0	0	0
a) traitement (y compris IR et SFT)			
b) primes et indemnités			
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)			
Catégorie d'emploi 2 : XXXX	0	0	0
a) traitement (y compris IR et SFT)			
b) primes et indemnités			
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)			
Catégorie d'emploi 3 : XXXX	0	0	0
a) traitement (y compris IR et SFT)			
b) primes et indemnités			
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)			
Catégorie d'emploi 4 : XXXX	0	0	0
a) traitement (y compris IR et SFT)			
b) primes et indemnités			
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)			
Catégorie d'emploi 5 : XXXX	0	0	0
a) traitement (y compris IR et SFT)			
b) primes et indemnités			
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)			
Catégorie d'emploi 6 : XXXX	0	0	0
a) traitement (y compris IR et SFT)			
b) primes et indemnités			
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)			
Catégorie d'emploi 7 : XXXX	0	0	0
a) traitement (y compris IR et SFT)			
b) primes et indemnités			
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)			
Catégorie d'emploi 8 : XXXX	0	0	0
a) traitement (y compris IR et SFT)			
b) primes et indemnités			
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)			

IR : indemnité de résidence SFT : supplément familial de traitement

NB : 1- les dépenses de la catégorie 23 du titre 2 (prestations et allocations diverses) seront exclues.

2- l'indemnité de résidence à l'étranger (IRE) doit être comptabilisée dans la catégorie "primes et indemnités".

ANNEXE III

ACTUALISATION DE LA TRAJECTOIRE POUR LES ANNEES 2019 A 2020, RECENSEMENT DES PREMIERES PROPOSITIONS D'ECONOMIES

Les réunions techniques seront l'occasion d'un premier échange au niveau des services sur l'évolution, jusqu'en 2020, de la trajectoire arbitrée dans le cadre de la LPFP 2018-2022 ainsi que sur les premières propositions d'économies permettant, le cas échéant, de garantir son respect. Vous procéderez à cette analyse sur le périmètre de la norme de dépenses pilotables¹. En particulier, les variations observées sur le budget général seront appréciées en écart avec les plafonds par mission votés dans l'article 15 de la loi de programmation.

Vous préparerez, pour chacune des dépenses examinées et des propositions formulées, une fiche détaillant les évolutions de leurs déterminants ainsi que les principales hypothèses et méthodes retenues pour l'évaluation de l'impact financier de ces évolutions (*cf. infra*). Vous complèterez pour chacun de vos programmes des tableaux de synthèse dont les modèles sont présentés ci-après.

1. L'évolution de la trajectoire sous-jacente à la LPFP 2018-2022

L'évolution des dépenses de vos programmes (en crédits de paiement) sera réalisée en écart à la trajectoire de la LPFP 2018 – 2022 en actualisant les hypothèses sous-jacentes à la construction du budget pluriannuel. Cette évaluation reposera notamment sur les hypothèses macroéconomiques (facteurs exogènes) qui vont être précisées ultérieurement.

Plus globalement, les travaux porteront sur les dépenses pour lesquelles des évolutions substantielles des déterminants sous-jacents existent depuis la finalisation du budget pluriannuel de l'État.

Vous déterminerez, en collaboration avec vos interlocuteurs de la direction du budget, les dépenses entrant dans ce cadre d'analyse et réaliserez l'évaluation de l'impact financier pour 2019 et 2020 des évolutions observées, en vous appuyant notamment sur l'analyse de l'exécution 2017 et de la prévision d'exécution pour 2018.

Au-delà des crédits du budget général, il paraît également essentiel de mieux appréhender l'ensemble des dépenses relevant du périmètre de la norme de dépenses pilotables. Dans cette optique, vous rendrez compte de l'évolution des dépenses financées par les budgets annexes et les comptes spéciaux pilotables. En ce qui concerne les taxes affectées, il s'agira en particulier de rendre compte des modifications de plafonds pour la période 2019 – 2020 (*cf. tableaux infra*).

Pour les dépenses fiscales à fort enjeu pour votre secteur, vous présenterez également une estimation de l'évolution spontanée de leur coût jusqu'en 2020, telle qu'appréciée par vos services et en bénéficiant le cas échéant de l'expertise des services compétents du ministère des finances (*cf. tableau infra*).

¹ Crédits du budget général mais aussi budgets annexes et comptes spéciaux pilotables (listes fournies *infra*)

2. Les réunions techniques seront l'occasion de discuter des premières mesures visant au respect des plafonds pluriannuels

En vue de la détermination des modalités de respect de la trajectoire des dépenses sous norme inscrite dans la loi de programmation, vous présenterez des propositions d'économies (*cf.* modèle de tableau *infra*), en particulier les économies non documentées sous-jacentes à la trajectoire du triennal, ainsi que les économies de constatation, de rationalisation ou, plus généralement, permettant de couvrir les mesures nouvelles ainsi que les risques identifiés sur la programmation budgétaire. La discussion pourra également être menée sur toute autre piste d'économie. Vous pourrez vous appuyer pour cela sur les travaux conduits dans le cadre du Comité Action Publique 2022, couvrant également le périmètre des dépenses de personnel et celui des effectifs.

Vous proposerez également toute mesure visant à plafonner les taxes affectées qui ne le sont pas encore, abaisser les plafonds des taxes affectées plafonnées ou rebudgétiser les taxes affectées.

PROGRAMMES DES COMPTES SPÉCIAUX ET BUDGETS ANNEXES PORTANT DES DÉPENSES PILOTABLES INTÉGRÉS A LA NORME DE DÉPENSES PILOTABLES DE L'ÉTAT

Libellé mission	Numéro programme	Libellé programme
Aides à l'acquisition de véhicules propres	791	Contribution au financement de l'attribution d'aides à l'acquisition de véhicules propres
Aides à l'acquisition de véhicules propres	792	Contribution au financement de l'attribution d'aides au retrait de véhicules polluants
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	751	Structures et dispositifs de sécurité routière
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	753	Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers
Développement agricole et rural	775	Développement et transfert en agriculture
Développement agricole et rural	776	Recherche appliquée et innovation en agriculture
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	723*	Opérations immobilières nationales et des administrations centrales
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	724	Opérations immobilières déconcentrées
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	785	Exploitation des services nationaux de transport conventionnés
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	786	Matériel roulant des services nationaux de transport conventionnés
Transition énergétique	764	Soutien à la transition énergétique
Avances à l'audiovisuel public	841	France Télévisions
Avances à l'audiovisuel public	842	ARTE France
Avances à l'audiovisuel public	843	Radio France
Avances à l'audiovisuel public	844	France Médias Monde
Avances à l'audiovisuel public	845	Institut national de l'audiovisuel
Avances à l'audiovisuel public	847	TV5 Monde
Contrôle et exploitation aériens	612	Navigation aérienne
Contrôle et exploitation aériens	613	Soutien aux prestations de l'aviation civile
Contrôle et exploitation aériens	614	Transports aériens, surveillance et certification
Publications officielles et information administrative	623	Édition et diffusion
Publications officielles et information administrative	624	Pilotage et ressources humaines

*"Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat". Le programme 723 intègre désormais les crédits du programme 724.

ACTUALISATION DE LA TRAJECTOIRE 2019-2020 – FICHE(S) DETAILLEE(S)
(fournir une fiche par brique de budgétisation retenue pour la discussion)

Programme :

Dépense considérée :

Brique(s) impactée(s) :

<i>En M€</i>	EXE 2017	LFI 2018	2018	LPFP 2019	2019	LPFP 2020	2020
AE							
CP							

DONT COUVERTURE DES RESTES A PAYER AU 31/12/2017 (*le cas échéant, et en cohérence avec les données de l'annexe V*)

- montant :
- rythme d'apurement proposé :

<i>En M€</i>	2018	2019	2020	au-delà
CP				

ENGAGEMENTS PLURIANNUELS (*le cas échéant*)

Type d'engagement (contrat, convention, contrats de projet État-régions...).

Recensement des contrats de partenariats (PPP) ou équivalent (délégation de service public, etc.) conclus en 2017 ou avant et prévus pour 2018-2020.

DÉTERMINANTS PHYSIQUES ET FINANCIERS

Hypothèses / facteurs d'évolution pris en compte dans l'actualisation de la trajectoire :

- Nombre de bénéficiaires
- Coût moyen
- ...

En cas d'indexation préciser la sensibilité de la dépense (coût pour une hausse de 0,1% de l'hypothèse d'inflation ou de l'indice de référence).

COMMENTAIRES

Modèle de classeur BG

Renseigner les montants à l'euro (affichage en M€ automatique)

DECOMPOSITION DES PLAFONDS 2019-2020 (en M€)

Mission :

[illegible]

Modèle de classeur pour les budgets annexes et les comptes spéciaux pilotables

Renseigner les montants à l'euro (affichage en M€ automatique)

ACTUALISATION BA & CS PILOTABLES 2019-2020 (en M€)

Mission :

SOLDE

Compte spécial	Exec 2017	LFI 2018	LPFP	Actualisation de la trajectoire 2019-2020	Mesures visant au respect de la trajectoire 2019-2020 (-)	Mobilisation de marges éventuelles (+)
			20192020	20192020	20192020	20192020
0	0,00	0,00		0,000,00	0,000,00	0,000,00

RECETTES

Mission	N° ligne de recette	Intitulés des lignes de recettes	Exec 2017	LFI 2018	LPFP	Actualisation de la trajectoire 2019-2020	Mesures visant au respect de la trajectoire 2019-2020 (-)	Mobilisation de marges éventuelles (+)
					20192020	20192020	20192020	20192020
0			0,00	0,00		0,000,00	0,000,00	0,000,00
0								
0								

DEPENSES

Mission	N° prog.	Programme	N° brique	Titre	Intitulés des briques	Label	Exec 2017	LFI 2018	LPFP	Actualisation de la trajectoire 2019-2020	Mesures visant au respect de la trajectoire 2019-2020 (-)	Mobilisation de marges éventuelles (+)
							AECP	AECP	2019CP2020CP	2019CP2020CP	2019CP2020CP	2019CP2020CP
0					TOTAL Mission Hors Cas (HT2+T2 HCas)		0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00
0					TOTAL Mission (T2 + HT2)		0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00
0				i2	TOTAL Mission T2		0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00
0				i2	Total T2 hors CAS Mission	i2_remu	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00
0				i2	Total T2 CAS pensions Mission	i2_CAS	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00
0				ht2	TOTAL Mission HT2		0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00

0					Total T2		0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00
0				i2	T2 - rémunérations	i2_remu						
0				i2	T2 - contribution au CAS	i2_CAS						
0					Total HT2		0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00	0,000,00
0				ht2								
0				ht2								
0				ht2								
0				ht2								

Modèle de classeur pour les taxes affectées plafonnées

A renseigner en euro, mais affichage en M€

TAXES AFFECTEES PLAFONNEES

[illegible]

TENDANCIEL - DEPENSES FISCALES

Affectataire	Taxe	Facteur justifiant l'évolution de la dépense	2018 Dépense prévisionnelle	2019 Dépense prévisionnelle	2020 Dépense prévisionnelle

Mission : _____

SOLDE	
--------------	--

Compte spécial	Exec 2017	LFI 2018	LPFP	Actualisation t trajectoire
0	0,00	0,00	2019 2020	2019
				0,00

RECETTES

Mission	N° ligne de recette	Intitulés des lignes de recettes	Exec 2017	LFI 2018	LPFP		Actualisation t trajectoire
					2019	2020	2019
0			0,00	0,00			0,00
0							
0							

EXPENSES	
1	2
3	4
5	6
7	8
9	10
11	12
13	14
15	16
17	18
19	20
21	22
23	24
25	26
27	28
29	30
31	32
33	34
35	36
37	38
39	40
41	42
43	44
45	46
47	48
49	50
51	52
53	54
55	56
57	58
59	60
61	62
63	64
65	66
67	68
69	70
71	72
73	74
75	76
77	78
79	80
81	82
83	84
85	86
87	88
89	90
91	92
93	94
95	96
97	98
99	100

Mission	N° prog.	Programme	N° brique	Titre	Intitulés des briques	Label	Exec 2017		LFI 2018		LPFP		Actualisation t
							AE	CP	AE	CP	2019 CP	2020 CP	2019 CP
					TOTAL Mission Hors Cas (HT2+T2 HCas)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
					TOTAL Mission (T2 + HT2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				t2	TOTAL Mission T2		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				t2	Total T2 hors CAS Mission	t2_remu	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				t2	Total T2 CAS pensions Mission	t2_CAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				ht2	TOTAL Mission HT2		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

[illegible]

ANNEXE IV : OPERATEURS DE L'ÉTAT

Au titre des opérateurs de l'Etat, les conférences techniques devront permettre :

- de signaler les évolutions attendues sur le périmètre des opérateurs de l'État ;
- d'analyser l'exécution 2017 et de réaliser une première prévision d'exécution 2018, en crédits et en emplois ;
- d'instruire les premiers travaux relatifs au PLF 2019 en actualisant la trajectoire sous-jacente de la LPFP pour ce qui concerne les crédits qui leur sont alloués et en examinant les économies structurelles à mettre en œuvre en 2019 et 2020, en particulier pour respecter les plafonds d'emplois inscrits en LPFP.

1. Actualisation du périmètre des opérateurs

Le document de référence pour le périmètre 2018 est la liste publiée dans l'annexe au projet de loi de finances pour 2018 relative aux opérateurs de l'État qui est mise à votre disposition pour mémoire dans les onglets « pm. PLF18 Liste des opérateurs » et « pm. PLF18 Détail des catégories ». Dans la perspective de la construction du PLF pour 2019, vous veillerez à signaler toutes les modifications attendues en 2018 sur le périmètre des opérateurs (création ou fusion d'établissements, dissolution, modification de nom ou de statut...) en renseignant la fiche de qualification qui est mise à votre disposition dans l'onglet « 1- FQ-OPE ».

2. Points d'attention relatifs à l'actualisation de la trajectoire de la LPFP

Concernant les crédits alloués aux opérateurs (SCSP et dotation en fonds propres), il convient de se reporter aux annexes I et III relatives à l'examen approfondi de l'exécution 2017, à la prévision d'exécution 2018, aux prévisions 2019 à 2020 et au recensement des propositions d'économies.

3. Plafonds d'emplois

L'étude des plafonds d'emplois portera à la fois sur l'exécution 2017, la prévision d'exécution 2018 et sur les prévisions 2019 et 2020. L'onglet concernant les emplois des opérateurs de l'État (« 2-Emplois ») comporte un seul tableau :

- a) Examen de l'exécution 2017, prévision d'exécution 2018 et prévisions 2019-2020 relatives aux emplois sous plafond et aux départs à la retraite dans les opérateurs de l'État

Le tableau est pré rempli des données issues de la LFI 2018. Ces données devront être complétées des prévisions d'exécution 2017 et 2018. Par ailleurs, vous indiquerez la trajectoire arbitrée pour 2019 et 2020 ainsi que les départs à la retraite pour les années 2018 à 2020.

Une attention particulière sera portée à l'analyse de l'exécution 2017, opérateur par opérateur, le cas échéant à l'appui du document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de personnel de l'opérateur actualisé à l'occasion de la présentation de son budget initial 2018.

Le niveau d'exécution des plafonds d'emplois sera examiné en valeur absolue comme en valeur relative rapportée à la prévision. Si le résultat de cette analyse montre une sous consommation chronique d'un niveau supérieur à celui d'une stricte vacance frictionnelle nécessaire en gestion, la question d'un débasage devra être posée.

b) Schémas d'emplois 2019-2020

Le tableau intègre les schémas d'emplois arbitrés pour la période 2019-2020. Les réunions techniques seront l'occasion d'examiner les mesures complémentaires à mettre en œuvre en 2019 et 2020 pour respecter les plafonds d'emplois inscrits en LPFP. Pour les schémas d'emplois des opérateurs, ces propositions visant au respect de la trajectoire doivent figurer dans la colonne « schémas d'emplois complémentaires du tableau de l'annexe IV.

Il est rappelé que les schémas d'emplois doivent correspondre à des suppressions effectives d'emplois et non d'emplois vacants et, par conséquent, conduire à une baisse effective des dépenses de personnel.

<p>Pour toute question n'hésitez pas à contacter le bureau budgétaire <i>ad hoc</i> ou le bureau des « opérateurs » de l'État L-BUDGET-ASSIST-OPER@finances.gouv.fr</p>

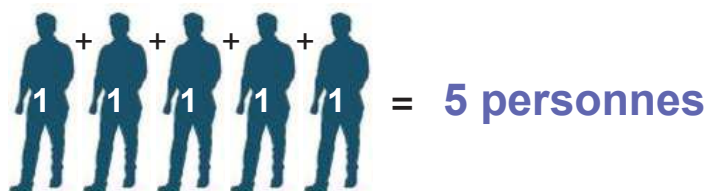
FICHE METHODOLOGIQUE : CONSTRUCTION ET SUIVI DE PLAFONDS D'EMPLOIS EN ETPT POUR LES OPERATEURS

Cette fiche présente la méthodologie de construction et de suivi d'un plafond en ETPT.

I- Rappel des trois principales unités de consommation d'emplois

Effectifs physiques

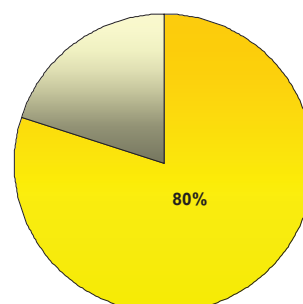
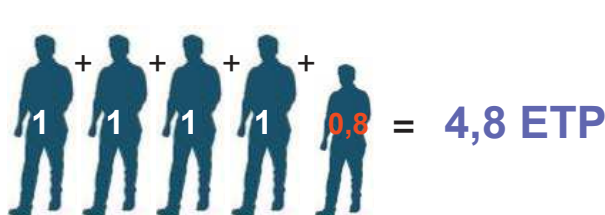
Il s'agit des personnes physiques occupant un poste de travail à une date donnée. Les effectifs physiques peuvent s'apprécier comme le décompte des numéros d'inscription au répertoire INSEE (NIR).



Équivalent temps plein emploi (ETP)

Cette unité prend en considération la quotité de travail, mais pas la durée d'activité. Il s'agit donc des effectifs physiques de l'établissement, corrigés de la quotité de temps travaillée. Les personnes travaillant à temps complet comptent donc pour 1, et les personnes travaillant à temps partiel comptent pour : 1 x la durée de temps de travail effectif.

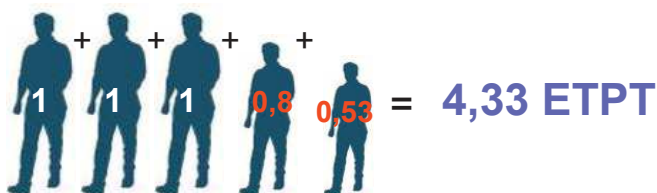
Ex : un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail 80 %) correspond à 0,8 ETP.



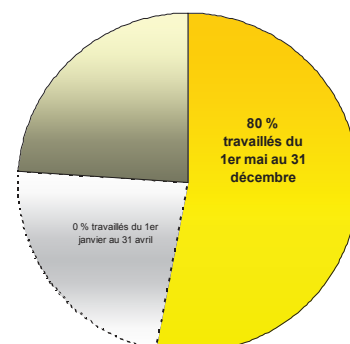
Équivalent temps plein travaillé (ETPT)

L'équivalent temps plein travaillé annuel (ETPT) permet d'inclure dans le décompte la durée de la période de travail des agents sur l'année civile. En effet, tous les effectifs ne sont pas présents du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année. L'ETPT permet donc de valoriser les ETP en fonction de leur date réelle d'arrivée et de départ dans l'année. Les personnes travaillant à temps complet du 1^{er} janvier au 31 décembre comptent pour 1, et les personnes travaillant à temps complet mais sur une période définie dans l'année comptent pour 1 x la durée de leur présence réelle sur l'année civile. De la même manière, les agents travaillant à temps partiel et sur une période définie dans l'année comptent pour 1 x la durée de leur temps de travail effectif x la durée de leur présence réelle sur l'année.

Ex : Un agent qui travaille à temps partiel (80%) du 1^{er} mai au 31 décembre : $1 \times 0,8 \times 8 \text{ mois} / 12 \text{ mois} = 0,53 \text{ ETPT}$

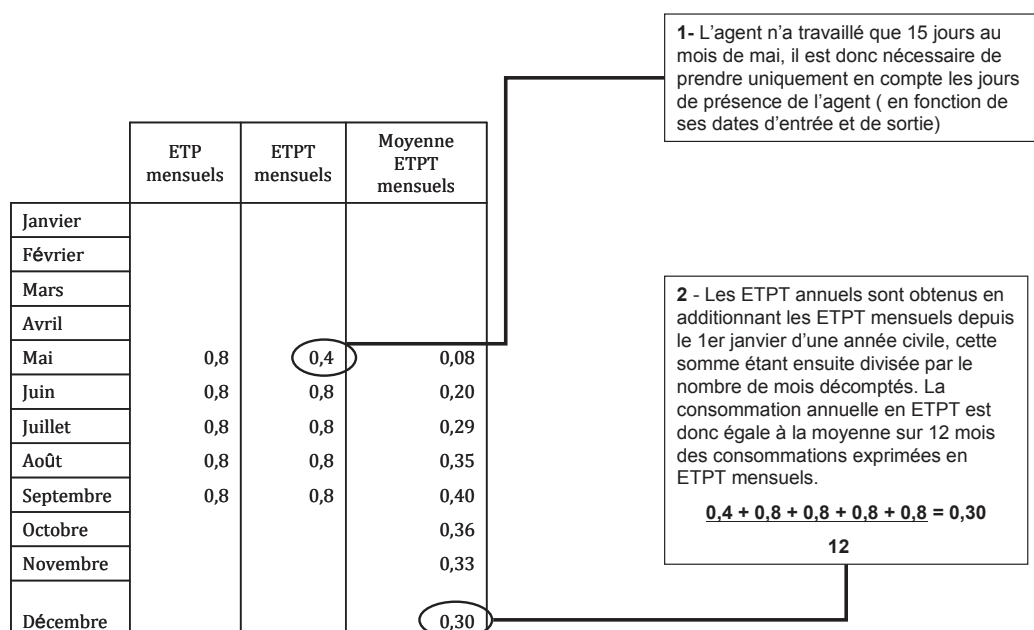


! Rappel : La sur-rémunération des temps partiels ne consomme pas d'ETPT.



II- Le suivi d'un plafond d'emplois en ETPT

Exemple d'un agent ayant travaillé à temps partiel (80%) du 15 mai au 30 septembre.



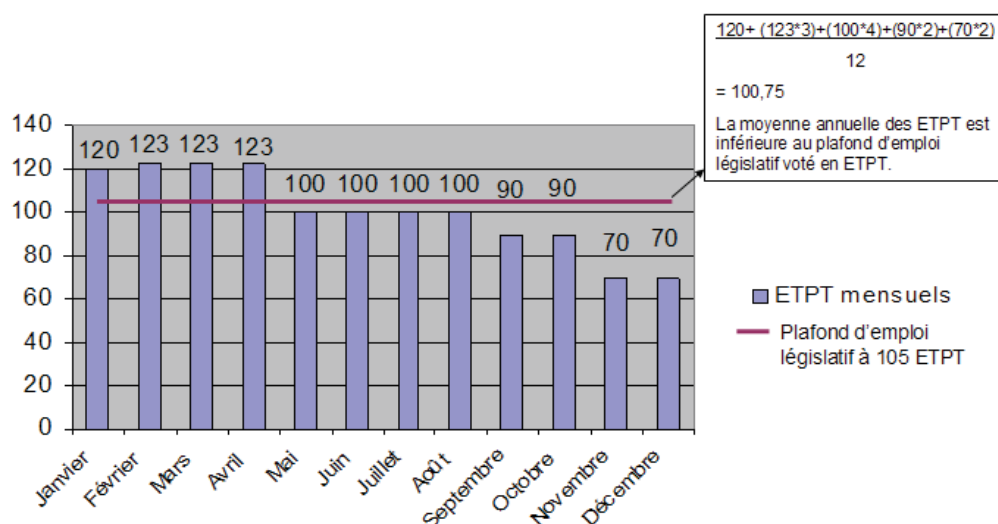
En cours d'année, la moyenne des ETPT mensuels correspond à la somme des ETPT mensuels sur la période considérée divisée par le nombre de mois de cette période. Les ETPT annuels correspondent à la moyenne sur 12 mois des consommations exprimées en ETPT mensuels. C'est cette moyenne annualisée qui servira de référence pour la fixation du plafond de la loi de finances.

Le schéma d'emplois

Le schéma d'emplois est arbitré chaque année en PLF en ETP, sans préciser les dates d'entrée et de sortie. Il représente le solde des entrées et des sorties d'ETP prévues entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année N+1. Le schéma d'emplois est sous-jacent au calcul du plafond d'emplois. Les plafonds d'emplois de l'année n+1 sont calculés en fonction des effets en ETPT des schémas d'emplois arbitrés en ETP pour les années N et N+1.

Le plafond d'emplois

Le respect du plafond d'emploi en ETPT s'apprécie en moyenne annualisée. L'ETPT mensuel ne permet donc pas de vérifier le respect du plafond d'emplois et il peut être temporairement supérieur au plafond annuel mensualisé par 1/12^{èmes} égaux. Ainsi, le suivi du respect du plafond d'autorisation d'emplois implique que le gestionnaire définisse un scénario prévisionnel de gestion des effectifs se traduisant par un schéma prévisionnel de consommation du plafond au cours de l'année.



Le respect du plafond d'emplois s'appréciant en moyenne annualisée, **l'effet des pics d'activité en cours d'année peut être résorbé par un ajustement à la baisse les autres mois de l'année.**

III. Calibrage d'un plafond prévisionnel en ETPT en N+1

1/ Le calibrage du premier plafond d'emplois annuel par l'exécution

Exécution de l'année 2017 ou prévision d'exécution 2017

- +/- Impact sur l'année 2018 des créations et suppressions d'emplois intervenues en 2017
- +/- Impact sur l'année 2018 des créations et suppressions d'emplois arbitrées pour 2018
- +/- Solde des mesures de transfert et de périmètre prévues en 2018
- +/- Solde des mesures de corrections techniques prévues en 2018

= PLF de l'année 2019

2/ Le calibrage du plafond d'emplois annuel entre chaque PLF

-
- +/- Amendements sur le plafond d'emplois du PLF 2018

= LFI 2018

- +/- Impact sur l'année 2019 des créations et suppressions d'emplois arbitrées en 2018
- +/- Impact sur l'année 2019 des créations et suppressions d'emplois prévues en 2019
- Mesures d'abattements de la vacance structurelle prévues en 2019
- +/- Solde des mesures de transfert et de périmètre prévues en 2019
- +/- Solde des mesures de corrections techniques prévues en 2019

= PLF de l'année 2019

3/ Précisions méthodologiques

La mesure de l'impact des créations et suppressions d'emplois dans la prévision annuelle peut être établie de différentes façons :

- si l'opérateur parvient à suivre de manière très fine les entrées et sorties de chaque agent (opérateurs à faibles effectifs en particulier), il peut déterminer sa prévision en tenant compte de chaque situation connue ;

- si l'opérateur n'effectue pas un suivi fin par agent ou ne connaît pas avec certitude les situations propres à chacun, l'évaluation de l'impact en ETPT des entrées et des sorties pourra être effectuée sur la base d'une estimation des mois moyens d'entrées et de sorties, le cas échéant par catégorie de personnel, selon une méthode analogue à celle utilisée pour l'Etat.

Si le profil des entrées-sorties appréciées mensuellement est significativement différent de l'année précédente, il faut en tenir compte sur le plafond d'emplois.

CONFERENCE TECHNIQUE - TABLEAU EMPLOIS OPERATEURS

[illegible][illegible]

Attention : Toutes les colonnes sont en ETPT sauf celles correspondant au schéma d'emplois qui sont en ETP. Tous les nombres saisis doivent être entiers. Les colonnes 1, 2 et 5 sont renseignées automatiquement.

Rappel définitions :

Schéma d'emploi (SE) : Le schéma d'emploi est un sous-jacent au calcul du plafond d'emplois. Il représente le solde des entrées et des sorties d'ETP prévues entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année N+1. Un signe (+) pour les hausses et signe (-) pour les baisses doit être inscrit dans la cellule.

Extension en année pleine (EAP) du schéma d'emplois : Impact du schéma d'emploi non appliqué en année pleine (exprimé en ETPT). Les EAP 2018 sur 2019 et les EAP 2019 sur 2020 sont calculées automatiquement conformément aux arbitrages rendus.

Plafond d'emplois : Le plafond d'emplois (en ETP) est calculé en fonction des schémas d'emplois arbitrés en ETP. Les plafonds d'emplois 2019 et 2020 prennent en compte les éventuelles extensions en année pleine des SE.

Exemple : un SE de -10 ETP est arbitré pour un opérateur en 2018, mais il n'est appliqué qu'à mi-année. Son impact sur 2018 est donc de -5 ETPT . Il induit une EAP de -5 ETPT en 2019.

Abattement de la vacance structurelle : Elle consiste à supprimer des postes vacants. Un signe (-) doit précéder le montant inscrit dans cette case.

Schémas d'emplois supplémentaires en 2019 et 2020 : à ce stade de la procédure, par souci de simplification, l'impact des schémas d'emplois supplémentaires sont considérés comme intervenant entièrement sur les plafonds d'emplois 2019 et 2020.

ANNEXE V

**BUDGÉTISATION EN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE)
ET EN CREDITS DE PAIEMENT (CP)**

La LOLF prévoit une budgétisation en AE (les engagements financiers que le responsable de programme est autorisé à souscrire) et en CP (les paiements qu'il est autorisé à effectuer). Les choix offerts, à travers les AE, de recourir à des engagements annuels ou pluriannuels font désormais partie intégrante du processus de pilotage de certaines dépenses.

En outre, la LPFP 2018-2022 dispose que *« le montant de restes à payer, tel que retracé annuellement dans le compte général de l'État annexé au projet de loi de règlement, hors impact des changements de règles de comptabilisation des engagements, ne peut excéder, pour chacune des années 2018 à 2022, le niveau atteint à fin 2017 »*.

Afin de s'assurer de la couverture des engagements pris antérieurement à l'exercice concerné et du respect de l'article 17 de la LPFP mentionné *supra*, vous procéderez au recensement des restes à payer et détaillerez les échéanciers des besoins de crédits de paiement à court, moyen et plus long terme.

Les échanges s'appuieront sur les échéanciers de CP joints.

Un échéancier sera construit pour chaque brique de dépense ou bloc homogène de dépense, relatif à des grands projets d'investissement, aux principales dépenses d'interventions et à toute autre dépense significative exécutée en AE ≠ CP.

ECHEANCIER DES CREDITS DE PAIEMENT SUR ENGAGEMENTS

Mission :

Programme :

Brique :

(en M€ - remplir à l'euro)

Engagements antérieurs à 2018 et engagements 2018-2020 à couvrir par des CP											
	Engagements antérieurs à 2012	Engagements 2012	Engagements 2013	Engagements 2014	Engagements 2015	Engagements 2016	Engagements 2017	Engagements 2018	Engagements 2019	Engagements 2020	Total des engagements à couvrir
											0,0

(en M€ avec une décimale)

Rythme de décaissement des CP sur engagements antérieurs à 2018 et sur engagements 2018-2020											
	CP sur engagements antérieurs à 2012	CP sur engagements 2012	CP sur engagements 2013	CP sur engagements 2014	CP sur engagements 2015	CP sur engagements 2016	CP sur engagements 2017	CP sur engagements 2018	CP sur engagements 2019	CP sur engagements 2020	Total CP sur engagements antérieurs
CP 2013				■	■	■	■	■	■	■	0,0
CP 2014					■	■	■	■	■	■	0,0
CP 2015						■	■	■	■	■	0,0
CP 2016							■	■	■	■	0,0
CP 2017								■	■	■	0,0
CP 2018									■	■	0,0
CP 2019										■	0,0
CP 2020											0,0
CP 2021											0,0
CP 2022											0,0

(en %)

Tableau automatique de calcul des clés de CP sur engagements antérieurs à 2018 et sur engagements 2018-2020											
	CP sur engagements antérieurs à 2012	CP sur engagements 2012	CP sur engagements 2013	CP sur engagements 2014	CP sur engagements 2015	CP sur engagements 2016	CP sur engagements 2017	CP sur engagements 2018	CP sur engagements 2019	CP sur engagements 2020	Total CP sur engagements antérieurs
CP 2013	0%	0%	0%	■	■	■	■	■	■	■	0%
CP 2014	0%	0%	0%	0%	■	■	■	■	■	■	0%
CP 2015	0%	0%	0%	0%	0%	■	■	■	■	■	0%
CP 2016	0%	0%	0%	0%	0%	0%	■	■	■	■	0%
CP 2017	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	■	■	■	0%
CP 2018	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	■	■	0%
CP 2019	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	■	0%
CP 2020	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
CP 2021	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
CP 2022	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%

ECHEANCIER DES CREDITS DE PAIEMENT SUR ENGAGEMENTS

Mission :

Programme :

Brique :

(en M€ - remplir à l'euro)

Engagements antérieurs à 2018 et engagements 2018-2020 à couvrir par des CP											
	Engagements antérieurs à 2012	Engagements 2012	Engagements 2013	Engagements 2014	Engagements 2015	Engagements 2016	Engagements 2017	Engagements 2018	Engagements 2019	Engagements 2020	Total des engagements à couvrir
											0,0

(en M€ avec une décimale)

[illegible]

(en %)

[illegible]

ANNEXE VI

**SUIVI DES CONTRATS DE PROJET ET DES CONTRATS DE PLAN
ÉTAT - REGIONS**

Concernant la génération de CPER 2007-2014, il est demandé de renseigner, pour les programmes et pour les opérateurs concernés, dans le tableau suivant, l'exécution 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017 ainsi que les prévisions d'exécution 2018 à 2020. Il est également demandé de renseigner les perspectives d'apurement des engagements pris pour cette génération de CPER.

Concernant la génération de CPER 2015-2020, il est demandé de renseigner l'exécution 2015, 2016, 2017 ainsi que les prévisions 2018 à 2020.

Vous distinguerez, pour les années 2009, 2010, 2011 et 2012, les crédits exécutés au titre de la mise en œuvre du plan de relance de l'économie.

Programmes et opérateurs contributeurs aux CPER 2007-2014

102 - Accès et retour à l'emploi
103 - Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
112 - Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire
113 - Paysages, eau et biodiversité (*)
119 - Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements
122 - Concours spécifiques et administration
123 - Conditions de vie outre-mer
124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative
131 - Création
134 - Développement des entreprises et régulations
135 - Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat (**)
142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles
143 - Enseignement technique agricole
144 - Environnement et prospective de la politique de défense
149 - Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture
150 - Formations supérieures et recherche universitaire
157 - Handicap et dépendance
159 - Expertise, information géographique et météorologie
167 - Liens entre la Nation et son armée
172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires
175 - Patrimoines
181 - Prévention des risques (***)
192 - Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle
203 - Infrastructures et services de transports
204 - Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins
206 - Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation
212 - Soutien de la politique de la défense
219 - Sport (****)
224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture
231 - Vie étudiante

(*) y compris ONEMA (Office national de l'eau et des milieux aquatiques) et agences de l'eau

(**) y compris ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine)

(***) y compris ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie)

(****) y compris CNDS (Centre national pour le développement du sport)

Point d'attention : la liste ci-dessus n'est pas strictement exhaustive ou limitative

Programmes et opérateurs contributeurs aux CPER 2015-2020*

103 - Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

112 - Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire

113 - Paysages, eau et biodiversité

123 - Conditions de vie outre-mer

131 - Création

135 - Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat

142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles

144 - Environnement et prospective de la politique de défense

150 - Formations supérieures et recherche universitaire

159 - Expertise, information géographique et météorologie

172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires

175 - Patrimoines

181 - Prévention des risques

203 - Infrastructures et services de transports

212 - Soutien de la politique de la défense

224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture

231 - Vie étudiante

334 - Livre et industries culturelles

613 - Soutien aux prestations de l'aviation civile

Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM)

ADEME

Agences de l'eau

CNDS

Ecoles des Mines et Mines Telecom

ONEMA

Organismes de recherche (CNRS, INRA, IFREMER ...)

Voies navigables de France

** Compte-tenu du processus de révision en cours sur les contrats de la génération 2015-2020, cette liste n'a pas de caractère exhaustif ou limitatif*

Mission :

Suivi des contrats de projet et des contrats de plan État-Régions

Suivi de la génération de CPER 2007-2014

Montants en M€

Programme	Rappel du montant contractualisé	Exécution 2007		Exécution 2008		Exécution 2009		Exécution 2010		Exécution 2011		Exécution 2012		Exécution 2013		Exécution 2014		Exécution 2015		Exécution 2016		Exécution 2017		Prévision d'exécution 2018	Prévision d'exécution 2019		Prévision d'exécution 2020		Taux d'exécution prévisionnel		Restant à ouvrir en CP après	
		AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE	CP			
Programme XX (n°)																													-	-	0	
action/axe																															0	
dont plan de relance																															0	
Programme YY (n°)																													-	-	0	
action/axe																															0	
dont plan de relance																															0	
Programme ZZ (n°)																													-	-	0	
action/axe																															0	
dont plan de relance																															0	
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0

Opérateur *	Programmation CPER 2007-2014 initiale	Exécution 2007		Exécution 2008		Exécution 2009		Exécution 2010		Exécution 2011		Exécution 2012		Exécution 2013		Exécution 2014		Exécution 2015		Exécution 2016		Prévision d'exécution 2017		Prévision d'exécution 2018		Prévision d'exécution 2019		Prévision d'exécution 2020		Taux d'exécution prévisionnel	Restant à ouvrir en CP après
		AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE	CP		
Opérateur XX																															
action/axe																															0
dont plan de relance																															0

* montants contractualisés par l'opérateur (y compris financement sur ressources propres)

Suivi de la génération de CPER 2015-2020

Montants en M€

Programme	Rappel du montant contractualisé	Exécution 2015		Exécution 2016		Exécution 2017		Prévision d'exécution 2018		Prévision d'exécution 2019		Prévision d'exécution 2020		Taux d'exécution prévisionnel		Restant à ouvrir en CP après 2014
		AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE	CP	
Programme XX (n°)														-	-	0
action/axe														-	-	0
Programme YY (n°)														-	-	0
action/axe														-	-	0
Programme ZZ (n°)														-	-	0
action/axe														-	-	0
TOTAL	0	0	0											#DIV/0!	#DIV/0!	0

Opérateur *	Programmation CPER 2015-2020 initiale	Exécution 2015		Exécution 2016		Exécution 2017		Prévision d'exécution 2018		Prévision d'exécution 2019		Prévision d'exécution 2020		Taux d'exécution prévisionnel		Restant à ouvrir en CP après 2014
		AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE	CP	
Opérateur XX														-	-	0
action/axe														-	-	0

* montants contractualisés par l'opérateur (y compris financement sur ressources propres)

Mission :

Suivi des contrats de projet et des contrats de plan État-Régions

Suivi de la génération de CPER 2007-2014

Montants en M€

Programme	Rappel du montant contractualisé	Exécution 2007		Exécution 2008		Exécution 2009		Exécution 2010		Exécution 2011		Exécution 2012		Exécution 2013		Exécution 2014		Exécution 2015		Exécution 2016		Exécution 2017		Prévision d'exécution 2018		Prévision d'exécution 2019		Prévision d'exécution 2020		Taux d'exécution prévisionnel		Restant à ouvrir en CP après 2014	
		AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE	CP		CP
Programme XX (n°)																															-	-	0
action/axe ...																															-	-	0
dont plan de relance																															-	-	0
Programme YY (n°)																															-	-	0
action/axe ...																															-	-	0
dont plan de relance																															-	-	0
Programme ZZ (n°)																															-	-	0
action/axe ...																															-	-	0
dont plan de relance																															-	-	0
TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0

Opérateur *	Programmation CPER 2007-2014 initiale	Exécution 2007		Exécution 2008		Exécution 2009		Exécution 2010		Exécution 2011		Exécution 2012		Exécution 2013		Exécution 2014		Exécution 2015		Exécution 2016		Prévision d'exécution 2017		Prévision d'exécution 2018		Prévision d'exécution 2019		Prévision d'exécution 2020		Taux d'exécution prévisionnel		Restant à ouvrir en CP après 2014	
		AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE	CP				
Opérateur XX																																	
action/axe ...																															-	-	0
dont plan de relance		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0

* montants contractualisés par l'opérateur (y compris financement sur ressources propres)

Suivi de la génération de CPER 2015-2020

Montants en M€

Programme	Rappel du montant contractualisé	Exécution 2015		Exécution 2016		Exécution 2017		Prévision d'exécution 2018		Prévision d'exécution 2019		Prévision d'exécution 2020		Taux d'exécution prévisionnel		Restant à ouvrir en CP après 2014
		AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE	CP	CP
Programme XX (n°)														-	-	0
action/axe ...														-	-	0
Programme YY (n°)														-	-	0
action/axe ...														-	-	0
Programme ZZ (n°)														-	-	0
action/axe ...														-	-	0
TOTAL		0	0	0										#DIV/0!	#DIV/0!	0

Opérateur *	Programmation CPER 2015-2020 initiale	Exécution 2015		Exécution 2016		Exécution 2017		Prévision d'exécution 2018		Prévision d'exécution 2019		Prévision d'exécution 2020		Taux d'exécution prévisionnel		Restant à ouvrir en CP après 2014
		AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE engagées	CP mandats	AE	CP	CP
Opérateur XX														-	-	0
action/axe ...														-	-	0

* montants contractualisés par l'opérateur (y compris financement sur ressources propres)